

Le processus de paix au Burundi dans la dernière ligne droite

Pana, 10/01/2009 Bujumbura, Burundi - Un pas important a été franchi dans la recherche d'une paix durable au Burundi, avec l'acceptation par le Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL) de renoncer à cette ancienne appellation à connotation ethnique, qui constituait l'un des obstacles majeurs à la mise en application de l'accord de cessez-le-feu liant la dernière rébellion encore active dans le pays et le pouvoir central depuis septembre 2006. Le directoire politique du processus inter-burundais de paix a récemment sorti une déclaration dans laquelle il se félicite du changement d'appellation du PALIPEHUTU-FNL en "Forces nationale de libérations" (FNL) en vue de sa transformation en parti politique.

Le directoire politique est une structure qui assiste la médiation sud-africaine dans le conflit burundais et comprend des représentants de l'Union africaine (UA), de l'Union européenne (UE), de l'Ouganda et de la Tanzanie, deux pays qui coprésident l'Initiative régionale de paix pour le Burundi. La déclaration du directoire politique "prend note avec satisfaction de ce que le gouvernement burundais est aussi félicité de cette importante évolution". "Ce résultat démontre la capacité des Burundais à dépasser leurs divisions pour avancer ensemble vers une paix durable dans leur pays", poursuit le document. Le directoire politique se félicite également, dans la même déclaration, de la libération des prisonniers politiques et de guerre des FNL par le gouvernement burundais. La déclaration appelle en conséquence les deux parties à "continuer de démontrer la même volonté politique nécessaire, de maintenir la dynamique actuelle et de travailler en partenaires pour parachever rapidement la mise en œuvre de l'accord global de cessez-le-feu". Le directoire politique demande aux deux parties d'accepter de résoudre immédiatement toutes les questions en suspens qui empêchent la vérification et l'intégration des FNL dans les forces nationales de défense et de sécurité. Au gouvernement le directoire politique demande, avec l'appui de la Banque mondiale, de "garantir que les structures nationales essentielles au processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) soient opérationnelles". Aux FNL, le directoire politique demande de libérer, sans délai, les enfants soldats encore associés avec ce mouvement rebelle. "Nous acceptons de nous faire violence et de trahir notre identité vu que le temps presse et dans l'intérêt supérieur de la paix durable à laquelle aspirent tous les Burundais", avait déclaré le leader des FNL, Agathon Rwasa, lors de l'annonce du changement d'appellation de son mouvement.